

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477, Bld de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 28/05/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MONT BLANC**

2 rue du Capitaine Rex Combs  
Chef du pont  
50480 Sainte-Mère-Église

Références : 2026-276  
Code AIOT : 0005302864

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement MONT BLANC implanté 2 rue du Capitaine Rex Combs Chef du pont 50480 Sainte-Mère-Église. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection intervint dans le cadre d'une action "coup de poing" concernant la prévention de la pollution des eaux et la gestion des réseaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONT BLANC
- 2 rue du Capitaine Rex Combs Chef du pont 50480 Sainte-Mère-Église

- Code AIOT : 0005302864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mont Blanc exploite à Sainte-Mère-Église une usine de crèmes dessert et de yaourts en gourde.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 14
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Sans objet
2	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
4	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 7	Sans objet
6	Ouvrages de prélèvement en nappe souterraine	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
7	Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de la prévention de la pollution des eaux apparaît globalement satisfaisante ; néanmoins, la gestion de la collecte des eaux de pluies peut être améliorée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Connaissance et entretien des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 4 : II. [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li><li>- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li></ul> [...]  Art. 43 (eaux pluviales) : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  MONT BLANC SAS à Chef-du-Pont, commune déléguée de Ste Mère-Eglise, est un établissement de transformation du lait régulièrement autorisé depuis 1990. En raison de ses capacités de traitement, c'est également une installation relevant de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED. Lors de l'inspection, l'exploitant a été en capacité de fournir un plan à jour bien renseigné, sur lequel étaient identifiés les réseaux eaux usées et eaux pluviales, les dispositifs d'isolement du milieu, les secteurs collectés et les regards ou puits.  Les réseaux des eaux usées et des eaux pluviales sont de type séparatif. Il existe une protection de l'alimentation en amont de la distribution d'eau potable alimentaire ou non.  Deux forages dénommés F2 et F3 sont autorisés, par 2 arrêtés préfectoraux de 1998 et 1999, à fournir à l'établissement de l'eau à des fins alimentaires.

Bien qu'implanté en bordure des marais de Carentan, aucun endroit de l'établissement n'est en zone inondable, selon l'état de la connaissance de fin 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Connaissance et entretien des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.- Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]
<b>Constats :</b>  Une stratégie d'entretien et de surveillance préventive est mise en place, avec une fréquence de contrôle inférieure à 5 ans.  Le dernier contrôle télévisuel des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées a été réalisé fin octobre 2025. Le rapport a, pour la circonstance, été remis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Connaissance et entretien des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]         Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  Il a pu être constaté, lors de la visite sur le terrain, que les systèmes mis en place pour l'isolement des réseaux par rapport à l'extérieur, sont bien signalés et actionnables. Les opérateurs sont informés des modalités d'entretien et de fonctionnement. Toutefois, tous les regards ou avaloirs du réseau de collecte des eaux pluviales ne sont pas clairement identifiés (par un code couleur). Il n'existe pas sur ce réseau, de sonde pH ou turbidité reliée à une alarme, permettant de détecter une fuite de lait ou de substance dangereuse

(corrosive).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
MONT BLANC est invitée à présenter à l'inspection, sous 2 mois, une solution permettant de remédier à la situation. Sa mise en place pourra faire l'objet d'une vérification lors d'une prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêt de la station d'épuration en cas problème technique
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>[...]</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>
L'exploitant et ses opérateurs spécialisés sont à même de pouvoir gérer les dysfonctionnements des installations de collecte, de traitement ou de recyclage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>(...) Le confinement des eaux d'extinction en cas d'accident est réalisé au sein du site grâce à la présence d'obturateurs du réseau de collecte des Eaux Pluviales (EP). Ces obturateurs se trouvent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Point de rejet EP n°2 (Nord-Ouest) ;</li> <li>- Point de rejet EP n°3 (Sud-Ouest) ;</li> <li>- Point de rejet EP n°6 (Est).</li> </ul> <p>La capacité de rétention du site se compose de 6 zones de rétention au sein du site :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous sol du bâtiment principal : 500m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Vide sanitaire sous les locaux sociaux : 420m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Voirie entre les locaux sociaux et la maintenance : 91m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Voirie Nord du site : 80m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Voirie zone technique : 84m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Voirie et quai au Sud du site : 936m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>La capacité totale de rétention est de 2 111m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de la visite terrain la mise en place et la disponibilité des éléments liés à la rétention et au confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Ouvrages de prélèvement en nappe souterraine

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Régulièrement autorisés par 2 arrêté préfectoraux, comme précisé au point n°1 du présent rapport, les forages F2 et F3 respectent la prescription ci-dessus.</p> <p>Les têtes de forage sont situées à l'intérieur d'une aire grillagée en interdisant l'accès.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 7 : Ouvrage de protection vis-à-vis du raccordement au réseau AEP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
--

Thème(s) : Risques chroniques, Protection du réseau d'eau potable
---

Prescription contrôlée :
--------------------------

L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

[...]

Constats :
------------

La protection de l'alimentation en amont de la distribution d'eau potable alimentaire ou non, est assurée par 9 dispositifs de disconnexion (eau de ville, osmoseur, TAR, ... ).

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------